

**Compte-rendu  
de la séance du Conseil municipal  
du 14 Mai 2019**

L'An deux mil dix-neuf, le quatorze mai à vingt heures, le Conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la Loi à la Mairie en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Philippe VILLEDIEU, Maire.

*Convocation : 06 mai 2019*

**ÉTAIENT PRÉSENTS :**

M. Philippe VILLEDIEU Maire, M. Olivier HOUDY 2<sup>ème</sup> Adjoint, M. Guy BEAUREPÈRE 3<sup>ème</sup> Adjoint, Mme Claude VARNIER 4<sup>ème</sup> Adjointe, M. Antoine CHEREAU 5<sup>ème</sup> Adjoint, M. Arnaud BELLANGER 6<sup>ème</sup> Adjoint, Mme Annick ALLÉE, M. Laurent BERTHIER, M. Charles BOBET, Mme Liliane CONTREPOIS, Mme Laëtitia CRESPEAU, M. Christophe DROUIN, Mme Stéphanie DROUIN, Mme Pauline FOUCAULT, M. Yannick FOURMONT, M. Christian LAURIN, Mme Nathalie LOISELEUR, M. Dominique LORIN, M. Dominique PRIEUR, M. Fabrice SEGUT M. Dominique SEIGNEURET

**ÉTAIENT ABSENTS EXCUSÉS :** M. David LECOMTE 1<sup>er</sup> Adjoint, M. Alain EDMOND

**ÉTAIENT ABSENTS :** M. Emmanuel BELLANGER, M. Chantal BINOIST, M. Roland FERROL, M. Joël LAMET, Mme Aurélie SADOUKI, M. Eric VAULOU

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE :** Mme Pauline FOUCAULT  
-----

Le compte-rendu de la réunion du conseil municipal du 15 avril 2019 est approuvé à l'unanimité, sans observation.

Monsieur le Maire demande au conseil municipal l'autorisation d'ajouter à l'ordre du jour de la séance le point suivant :

- Convention de délégation de compétences d'organisation de transports scolaires entre la Région Centre-Val de Loire et les organisateurs de second rang de l'Eure-et-Loir

*Le Conseil municipal émet un avis favorable à l'unanimité.*

**ORDRE DU JOUR :**

- **ATTRIBUTION MARCHÉ DE TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RÉSEAU D'EAU POTABLE ENTRE COUPIGNY ET LA HEURTEMALLE**

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée que la commune a décidé de réaliser des travaux de renforcement sur le réseau d'eau potable entre les lieudits Coupigny et La Heurtemalle.

Une consultation a été lancée le 05 mars 2019 sur le site de l'Association des Maires d'Eure-et-Loir pour une remise des offres le 05 avril 2019.

Deux offres ont été reçues : Villedieu Frères et Exeau TP.

A l'issue de l'ouverture des offres le 10 avril 2019, le cabinet BFIE a procédé à l'analyse des offres reçues dans le respect des critères de notation du règlement de consultation.

La commission voirie s'est réunie le 23 avril 2019 pour valider le rapport d'analyse des offres qui a donné le classement suivant :

	Villedieu Frères	Exeau TP
Note technique ( /60)	50	51
Note prix ( /40)	40,0	37,4
<b>TOTAL NOTE ( /100)</b>	<b>90,0</b>	<b>88,4</b>

Monsieur le Maire propose de retenir conformément à la réunion de la commission voirie du 23 avril 2019, le candidat Villedieu Frères pour la somme de 39 425 € HT.

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide:

- **D'ATTRIBUER** le marché de travaux à l'entreprise Villedieu Frères,
  - **DIT QUE** les crédits sont prévus au budget annexe service des eaux délégué,
  - **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tous documents en lien à ce marché.
- **TRANSFERT DES COMPÉTENCES DISTRIBUTION EAU ET ASSAINISSEMENT COLLECTIF AU SYNDICAT MIXTE DE L'OZANNE**

Le Maire rappelle que la commune de Dangeau est membre du syndicat mixte de l'Ozanne pour la compétence « eau » sur le territoire de l'ancienne commune de Bullou.

Le Maire propose au conseil municipal de lancer, en application de l'article L. 5211-17 du CGCT, une procédure de transfert de la compétence « assainissement collectif » pour l'intégralité du périmètre de la commune de Dangeau au syndicat mixte de l'Ozanne.

La délibération du comité syndical du syndicat mixte de l'Ozanne portant acceptation du transfert de ladite compétence, sera ensuite notifiée à l'ensemble des membres du syndicat qui dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer, dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale.

A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.

Il vous est proposé d'approuver le transfert de la compétence « assainissement collectif » au syndicat mixte de l'Ozanne.

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, par 20 voix Pour et 1 abstention (Mme Pauline FOUCAULT), décide :

- **D'APPROUVER** le transfert de la compétence « assainissement collectif » pour l'intégralité du périmètre de la commune de Dangeau au sein du syndicat mixte de l'Ozanne à compter du 31 décembre 2019.
- **D'AUTORISER** le Maire à engager la procédure de transfert de compétence en application de l'article L. 5211-17 du CGCT

En ce qui concerne la compétence « distribution eau potable », celle-ci sera transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2020 à la Communauté de Communes du Bonnevalais (suivant la loi NOTRe et la décision du conseil communautaire). Le conseil municipal décide de surseoir à la décision pour un éventuel transfert de compétence au Syndicat Mixte de l'Ozanne, n'ayant pas suffisamment d'éléments financiers.

- **DEMANDE DE SUBVENTION A ÉNERGIE EURE-ET-LOIR : TRAVAUX AMÉLIORATION ÉNERGÉTIQUE BÂTIMENT COMMUNAL A MÉZIÈRES**

Comme suite à un Bilan Énergétique Global des bâtiments communaux mené par le Pôle Énergie-Conseil d'ENERGIE Eure-et-Loir, Monsieur le Maire expose que la commune pourrait s'engager dans une opération d'amélioration de l'efficacité énergétique de salle communale à Mézières-au-Perche.

Le coût estimatif de ces travaux s'élève à	9 145,97 € HT,
auquel s'ajoute une mission de maîtrise d'œuvre	0,00 € HT,
soit un coût total estimatif de	9 145,97 € HT minimum.

L'appel à projets 2019 d'ENERGIE Eure-et-Loir a pour objectif d'accompagner, financièrement et techniquement, les collectivités adhérentes au service de conseil en Énergie Partagé dans la réalisation de projets performants et ambitieux de rénovation énergétique de leurs bâtiments publics.

Aussi, est-il proposé de solliciter une aide financière auprès d'ENERGIE Eure-et-Loir dans le cadre de cet appel à projets 2019.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité:

- **APPROUVE** le projet de rénovation énergétique concernant « salle communale de Mézières-au-Perche », pour un coût global estimé à 9 145,97 € HT.
- **DÉCIDE** de candidater auprès d'ENERGIE Eure-et-Loir dans le cadre d'un Appel à Projet pour la rénovation énergétique des bâtiments publics concernant cette opération.
- **ATTESTE** la prise en compte de l'ensemble des conditions d'attribution du règlement de l'Appel à Projet 2019.
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération.
- **S'ENGAGE** à réaliser et financer les travaux dans un délai de 2 ans à compter de la date de notification de l'attribution de l'aide par ENERGIE Eure-et-Loir.

• **CONVENTION DE MAITRISE D'ŒUVRE AVEC L'ATD TRAVAUX DE SÉCURITÉ A MÉZIÈRES**

Monsieur le Maire informe l'assemblée délibérante que des missions sur voirie communale et départementale sont proposées par l'ATD en contrepartie de la cotisation annuelle :

- maîtrise d'œuvre pour des projets dont le montant est inférieur à 60 000 € HT (conception du projet, préparation du marché de travaux, pilotage des travaux),
- assistance à maîtrise d'ouvrage pour des projets dont le montant est compris entre 60 000 € et 115 000 € HT (aide au recrutement d'un maître d'œuvre, assistance et conseil tout au long de l'opération).

Ainsi, la commune de Dangeau peut faire appel à l'Agence technique départementale (ATD) pour une mission de maîtrise d'œuvre dans le cadre des travaux d'aménagement de la place centrale et la réalisation d'un plateau surélevé à Mézières-au-Perche ayant pour montant prévisionnel 24 363,37 € HT.

Monsieur le Maire présente la convention permettant de faire intervenir l'ATD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- **DE SOLLICITER** l'assistance de l'Agence technique départementale,
- **D'APPROUVER** la convention ci-jointe et d'autoriser Monsieur le Maire à la signer avec l'ATD.

• **CRÉATION D'UN POSTE ADJOINT TECHNIQUE (EMPLOI PERMANENT)**

Le Maire, rappelle que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services en mentionnant sur quel(s) grade(s) et à quel niveau de rémunération il habilite l'autorité territoriale à recruter. En cas de réorganisation de service, la décision est soumise à l'avis préalable du Comité Technique (CT).

Compte tenu du départ à la retraite d'un agent et des besoins du service, il convient de renforcer les effectifs du service technique.

L'échelonnement indiciaire, la durée de carrière et les conditions de recrutement de l'emploi ainsi créé sont fixés conformément au statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- 1) **DE CRÉER**, à compter du 19 août 2019, un emploi permanent d'adjoint technique appartenant à la catégorie C à 30 heures par semaine annualisées en raison du départ à la retraite d'un agent et pour les besoins du service.

Cet agent sera amené à exercer les missions ou fonctions principales suivantes :

- ❖ Apporter aux enseignants une assistance pour l'accueil, l'animation et l'hygiène des enfants,
- ❖ Préparer et mettre en état de propreté les locaux et le matériel,
- ❖ Participer à la communauté éducative,
- ❖ Participer à la surveillance et à l'animation des temps de garderie du transport scolaire (compétence communale - temps périscolaire) et de cantine.

La personne recrutée bénéficiera des primes et indemnités afférentes à son grade instituées dans la collectivité si elle remplit les conditions d'attribution pour y prétendre.

- 2) **D'ADOPTER** la modification du tableau des emplois ainsi proposée et dit que les crédits nécessaires à la rémunération de l'agent nommé et aux charges sociales s'y rapportant seront inscrits au Budget aux chapitre et article prévus à cet effet.

• **DÉSIGNATION DE LA ROSIÈRE 2019**

**Considérant** le testament de Monsieur Pierre-Jovin RIOLLET, enregistré à Brou le 29 juin 1904,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité:

- **DÉCIDE** que Madame Laurianne PELLETIER, jeune fille méritante de la commune, âgée de moins de 25 ans, sera couronnée ROSIÈRE, le samedi 29 juin 2019.  
**A ce titre, la traditionnelle dotation d'un montant de 230 Euros lui sera versée à l'issue de la cérémonie (par mandat administratif).**
- **DIT** que les crédits pour la dotation à la rosière 2019 sont prévus au BP 2019 du budget principal à l'article 6574.

• **MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT DU PAYS DUNOIS**

Vu la délibération du comité syndical du Pays Dunois n°2019-04 du 18 mars 2019 portant sur la modification des statuts du Pays Dunois introduisant une nouvelle source de recettes,

Conformément aux articles L5211-20 et L5711-1 et suivants du Code Général des collectivités Territoriales, laissent un délai 3 mois aux différentes entités membres du Syndicat du Pays Dunois (communes, Communautés de Communes) pour délibérer et se prononcer sur les modifications de sa composition et de son siège.

Considérant les statuts du Syndicat du Pays Dunois, qui, dans l'article quatre précise que toute modification des statuts sera examinée selon les dispositions de l'article L5212-27 du CGCT,

Le conseil municipal, après avoir délibéré, à la majorité par 20 voix Pour et 1 abstention (Mme Claude VARNIER), décide :

**Article 1 :** D'APPROUVER les modifications des statuts du pays notamment l'article 8 du titre IV de la manière suivante :

« **Article 8 - Budget**

*Les recettes du syndicat comprennent :*

- \* la contribution des communes *et communautés de communes* associées,
- \* le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat,
- \* les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, particuliers, en échange d'un service rendu,
- \* les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat, de la Région, du Département, *des EPCI* et des Communes,
- \* le produit des dons et legs,
- \* le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés,
- \* *les frais de dossiers versés par les collectivités bénéficiaires de soutien administratif des services du Pays Dunois et de financement dans le cadre de contrats signés avec l'Etat, le Conseil Régional, le Conseil Départemental,*
- \* le produit des emprunts,
- \* toute autre recette autorisée par les textes législatifs en vigueur.

*La contribution de chacune des communes adhérentes aux dépenses supportées par le syndicat sera calculée conformément aux règles suivantes :*

□ *Dépenses d'administration générale et d'animation du contrat de Pays : elles sont réparties entre les communes adhérentes proportionnellement à la population, telle que définie par le dernier recensement de la population (général ou complémentaire).*

□ Charges liées au financement des actions (études ou investissements) mises en œuvre par le Pays, elles sont réparties au prorata du nombre d'habitants entre les communes ayant adhéré, par voie de délibération, à l'action ou à la procédure concernée. »

**Article 2 :** D'INVITER le Président du Pays Dunois, à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de l'exécution de la présente délibération

- **TOURS DE GARDE BUREAUX DE VOTE ÉLECTIONS EUROPÉENNES DU 26 MAI 2019**

Les élections Européennes auront lieu le dimanche 26 mai 2019. Les tours de garde pour la tenue des bureaux de vote sont établis (BV n°1 à la Mairie et BV n°2 à la Maison des associations).

- **CONVENTION DE DÉLÉGATION DE COMPÉTENCES D'ORGANISATION DE TRANSPORTS SCOLAIRES ENTRE LA RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE ET LES ORGANISATEURS DE SECOND RANG DE L'EURE-ET-LOIR**

Vu la convention de délégation de compétences d'organisation de transports scolaires entre la Région Centre-Val de Loire et les organisateurs de second rang de l'Eure-et-Loir,

Monsieur le Maire présente la convention de délégation de compétences d'organisation de transports scolaires entre la Région Centre-Val de Loire et les autorités organisatrices de second rang relative à l'exécution de services réguliers. La convention est établie pour une durée d'un an à compter de la rentrée scolaire 2019-2020. Elle est reconductible tacitement chaque année pour une durée d'un an au maximum cinq fois.

Monsieur le Maire propose de ratifier la convention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention telle qu'elle est proposée,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à la signer et tous documents en lien à celle-ci.

- **INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES :**

**Monsieur le Maire :**

**- INFORME :**

1. des devis pour la correction acoustique de la Maison des associations. Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, retient l'offre de l'entreprise CCPA pour un montant de 4 855,20 € TTC.
2. qu'il est nécessaire de consulter des architectes pour la maîtrise d'œuvre des travaux de construction des deux classes à l'école. Accord du conseil municipal.
3. que le Tour d'Eure-et-Loir cycliste passera à Dangeau, vendredi 17 mai.
4. le conseil communautaire du Bonnevalais se réunira le jeudi 16 mai à la salle polyvalente de Dangeau. Le conseil municipal est cordialement invité à y assister.
5. qu'une réunion à la sous-préfecture s'est tenue le 2 mai pour la dissolution de la Communauté de communes du Perche Gouët afin de présenter les montants de trésorerie, d'actifs immobiliers et de passifs par commune. Les montants définitifs parviendront à chaque commune prochainement.

**TOUR DE TABLE :**

- ⇒ M. Dominique PRIEUR demande à nouveau que les lignes téléphoniques soient rehaussées par ORANGE (problème de passage avec le matériel agricole).
- ⇒ M. Guy BEAUPERE a assisté à la commission de l'assainissement non collectif à la communauté de communes du Bonnevalais. Les personnes intéressées par la vidange groupée des installations individuelles doivent s'inscrire rapidement à la mairie (avant le 6 juin).
- ⇒ Mme Laëticia CRESPEAU informe à la demande du boulanger, que les conducteurs de véhicules motorisés ne respectent pas la limitation de vitesse sur place de l'église.
- ⇒ Mme Pauline FOUCAULT souhaite que soit rallongée la ligne jaune d'interdiction de stationnement Rue de la mairie, à la sortie de l'école.

⇒ Mme Claude VARNIER sollicite l'aide de bénévoles pour aider le samedi matin (29/06) à la préparation de la Fête de la Rosière.

L'Ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 30.